

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 80

Mercredi 19 octobre 1977

PRIX : 1 F

## Éditorial :

### Aux Antilles la gauche attaque Mitterrand mais ne défend pas pour autant les intérêts des travailleurs

ES Partis Communistes des Antilles reprennent à leur compte les critiques formulées par le Parti Communiste Français contre Mitterrand.

Justice, hebdomadaire du PCM, « découvre » aujourd'hui que Mitterrand n'est pas quelqu'un à qui les travailleurs peuvent faire confiance, qu'il trahira en s'alliant avec la droite, etc.

Mais qui donc présente depuis des années Mitterrand comme un défenseur des travailleurs ? Qui donc a demandé de voter pour lui lors des élections présidentielles de 1974, sans mettre les travailleurs en garde le moins du monde ? Pourquoi donc Mitterrand, ce politicien bourgeois onze fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, aurait-il été plus digne de confiance il y a trois ans qu'il ne l'est aujourd'hui ?

En 1974, le PCG, comme le PCM, nous attaquaient parce que nous disions aux travailleurs qu'ils ne devaient pas faire confiance à Mitterrand.

Voilà qu'aujourd'hui, à la suite du PCF, les PC des Antilles s'en prennent au PS et à son leader.

Mieux vaut tard que jamais, pourrait-on dire, si c'était l'intérêt des travailleurs qui les guidait et s'il offrait une autre politique, une autre perspective pour la classe ouvrière.

Mais toute la politique du PCF vise à obtenir ce qu'il appelle un meilleur accord... avec le même Mitterrand ; autrement dit, même maintenant, au plus fort de la polémique, le PCF ne voit aucun autre avenir possible que d'en passer par les mêmes politiciens que lui-même juge indignes de confiance. Comment alors faire davantage confiance aux PC qu'on ne fait à Mitterrand.

Si aujourd'hui le PC et le PS s'affrontent, c'est uniquement parce qu'ils sont en concurrence électorale, mais les intérêts des travailleurs n'y sont pour rien. Le PC s'en moque autant que le PS.

Quand on regarde de près, le PC ne propose guère plus que ne propose le PS. Ce n'est pas 0,5 % de nationalisations en plus — puisque c'est cela qui est au centre du débat — qui permettra aux travailleurs de changer la vie. Qu'est-ce que cela changerait par exemple pour les travailleurs des Antilles ? Et même le peu que le PC propose de plus, dépend de toute façon de Mitterrand, puisque le PC affirme qu'il n'a pas de « stratégie de rechange », autrement dit, qu'il a besoin de Mitterrand.

Un rapprochement se produira de toute façon entre PC et PS avant les élections, ne serait-ce que pour aboutir à un accord de désistement.

Quant aux PC antillais eux aussi le moment venu, ils appelleront de nouveau les travailleurs à confier leur sort entre les mains de ces gens-là, les Mitterrand, les Marchais, pour qui la classe ouvrière ne constitue qu'un marchepied pour accéder au gouvernement.

Bien des gens font confiance à l'Union de la gauche parce qu'ils en attendent au moins une amélioration de leurs conditions d'existence.

Marchais et Mitterrand n'ont strictement rien promis en ce domaine. On parle du SMIC à 2.400 F en France, mais du niveau du SMIC ici, il n'est nullement question. Pas plus qu'il

(Suite page 4)

## GUADELOUPE :

### Après la campagne sucrière : D'AMERS BILANS

La campagne sucrière 1976-1977 est terminée depuis plusieurs mois. C'est maintenant l'heure des bilans. Ceux-ci se révèlent une fois de plus défavorables. La campagne 76-77 est inférieure de 5 % à celle de l'année dernière ; elle est surtout inférieure de 45 % à celle de la période 1969-70-71, choisie comme période de référence.

Bien entendu, les grands moyens d'information se font l'écho complaisant des préoccupations des usiniers et des sociétés sucrières. On ne parle que de modernisation, rationalisation des méthodes de coupe et de traitement de la canne. On parle de protection des bénéfices de l'industrie du sucre et du rhum nécessaire pour compenser les accords passés par l'Etat français avec les autres Etats membres du marché commun, accords jugés « inégaux » par les sociétés sucrières locales. Les bourgeois tentent également, avec le cynisme et l'hypocrisie qui leur sont habituels, d'associer les petits



planteurs à la défense de leurs intérêts à eux, riches usiniers : « France-Antilles », cette fois, se surpasse, allant jusqu'à parler de la « vocation sociale » de la production de sucre qui « intéresse plus de 16 000 planteurs ».

Ce que ce journal se garde bien de rappeler, c'est que ces 16 000 planteurs doivent se partager 30 000 hectares de terres sur lesquels ils doivent trouver le

(Suite page 3)

## MARTINIQUE :

### Les vingt ans du Parti Communiste Martiniquais

Le mois dernier, Justice, l'organe du PCM, annonçait le XX<sup>e</sup> anniversaire de la création du Parti Communiste Martiniquais. C'est en effet en septembre 1957 que la douzième conférence fédérale de ce qui n'était alors que la Fédération martiniquaise du PCF se transformait en congrès constitutif du

Parti Communiste Martiniquais.

Le PCM veut donner un certain éclat à cet anniversaire. C'est ainsi que se sont tenues des réunions publiques au Macouba, à Fort-de-France et au Lamentin pour commémorer cet événement. Aussi n'est-il pas inutile de se rappeler le passé du PCM.

#### Du groupe Jean-Jaurès à la Fédération du PCF

Pour cela, il faut remonter en mai 1920, au moment où paraît Justice, organe du « Groupe Jean-Jaurès ». Ce groupe est fondé par des militants socialistes de gauche, dégoûtés de la politique de collaboration de classe menée par Lagrosillière, principal dirigeant socialiste de l'époque à la Martinique.

Mais, le groupe n'aura pas le temps d'apprendre la véritable politique communiste, celle de

Lénine et des Bolchéviks. Son école sera le stalinisme, c'est-à-dire une politique entièrement tournée vers le soutien à la bureaucratie soviétique, vers le contrôle bureaucratique sur la classe ouvrière pour la détourner de la lutte révolutionnaire.

Pendant longtemps, le groupe demeure sans influence. En 1928, il n'obtint aux élections législatives que 40 voix sur 20.000 suffrages exprimés, soit 0,2 %.

C'est surtout avec toute l'agitation due à la crise et à la montée du Front populaire qu'il commença réellement à se développer. En 1937, le Syndicat des dockers est créé sous l'impulsion des militants du groupe et Bissol est élu conseiller général à Sainte-Thérèse.

Malgré la répression et l'assassinat d'André Alikier par les hommes de main des békés, l'influence du Groupe communiste Jean-Jaurès est grandissante. La conséquence immédiate en est la transformation du « groupe » en « Région communiste de la Martinique » puis en « Fédération du Parti Communiste Français ».

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'amiral Robert, représentant en Martinique du gouvernement de Vichy, interdit la fédération communiste. Mais ses militants continuent d'agir dans l'illégalité.

(Suite page 2)

# LES VINGT ANS DU PCM

(suite de la page 1)

## Quand le futur « PCM » était assimilationniste

Après la Deuxième Guerre mondiale, la fédération communiste est la seule organisation présente dans la classe ouvrière. Elle acquiert l'influence qui allait faire d'elle la première force politique de la Martinique : deux députés élus sur trois appartiennent au futur PCM, Fort-de-France est une municipalité communiste.

La fédération martiniquaise du PCF, s'appuyant sur la confiance que lui font des dizaines de milliers de travailleurs va défendre à la Chambre des députés la nécessité de l'assimilation. C'est Césaire, alors député communiste, qui est le rapporteur de la loi d'assimilation. Cette loi votée en mars 1946 transforme la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion en « départements d'outre-mer ». C'est la traduction de la politique du PCF. Celui-ci défend la politique « d'union française » et refuse aux populations colonisées le droit de s'émanciper du joug colonial.

Pour les Antilles, le PCF adoptera donc la politique d'assimilation pure et simple à la métropole.

## Le tournant autonomiste

Les années 1950 voient apparaître et se renforcer le sentiment national, sous l'influence en particulier du vaste mouvement de décolonisation apparu dans le monde entier et plus particulièrement sous l'influence de la guerre d'Algérie.

Mais, même cette politique soulèvera des difficultés d'application. La bourgeoisie coloniale veut conserver ses habitudes et privilèges. Elle ne veut reconnaître aucun droit aux exploités. L'Etat lui-même n'applique qu'en partie la fameuse loi d'assimilation.

Mais, devant les difficultés soulevées par l'application de cette loi, les communistes antillais s'en remettent totalement au bon vouloir du gouvernement où siègent les représentants du PCF à l'époque.

Les espoirs mis par la population dans l'assimilation vont être peu à peu déçus. Les restrictions qui sont mises à son application alimentent la déception. Les principales productions agricoles régressent et le chômage augmente.

C'est aussi la répression sanglante contre les travailleurs : emprisonnement des ouvriers grévistes de Basse-Pointe notamment, assassinat des frères Jacques par les gendarmes en 1948 au Carbet.

A partir de 1956, la fédération communiste se voit donc obligée de prendre un nouveau tournant. La jeunesse surtout est influencée par les idées nationalistes et à l'intérieur même de leur organisation, les staliniens martiniquais ressentent fortement les

pressions. C'est dans ce contexte que Césaire démissionnera en novembre 56 pour créer un parti nationaliste. C'est un rude coup. L'alerte est chaude : la fédération communiste se transforme alors en PCM. Le même PCM allait adopter après deux ans d'hésitation le mot d'ordre d'autonomie en union avec la France.

Mais, de même que douze ans plus tôt, les communistes martiniquais comptaient sur « la France démocratique » pour que l'assimilation soit appliquée, là encore tous leurs espoirs sont mis sur l'acceptation par la bourgeoisie française de la solution qu'ils proposent.

P.J. CHRISTOPHE



Visite de Mitterrand aux Antilles en 1974 : compter sur lui, voilà ce que proposent les PC.

## Le PCM : un parti ouvrier qui conduit les travailleurs dans l'impasse réformiste

Ni sur le plan social, ni sur celui de la politique à mener face à l'oppression nationale de la Martinique, le PCM n'a eu une attitude conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Pourtant malgré ses errements politiques et tout son opportunisme, il est encore aujourd'hui le principal parti ouvrier de Martinique. Il garde la confiance de milliers de travailleurs qu'il a acquise pour avoir été pendant quarante ans le principal organisateur de la classe ouvrière, avec des militants liés aux combats des travailleurs, ce qui lui a valu

la haine de la bourgeoisie et du colonialisme pendant de nombreuses années, et une hostilité non déguisée aujourd'hui encore.

Mais le PCM se sert de ce capital de confiance pour mener une politique contraire aux intérêts des travailleurs. Il leur demande d'attendre le changement d'élections en élections. Il a cultivé dans la classe ouvrière la passivité. Aujourd'hui, c'est dans l'arrivée d'un gouvernement de gauche en France qu'il pousse la classe ouvrière à mettre ses espoirs.

Alors les travailleurs qui, aujourd'hui se tournent vers le PCM

parce qu'ils se sentent communistes doivent savoir que le PCM ne peut que décevoir leurs espoirs.

Reconstruire une organisation qui, aux Antilles, représente l'avenir communiste et qui combat clairement pour le renversement de l'ordre bourgeois, peut sembler une tâche plus difficile que de se joindre simplement au PCM. Et pourtant cette voie est la seule juste, et même la seule réaliste pour ceux qui, aujourd'hui dans le PCM ou en dehors, veulent militer pour le communisme.

## Autour des Sénatoriales :

# LE GRS A LA POURSUITE DE LA GAUCHE

LES élections sénatoriales auront été une nouvelle occasion pour le GRS de montrer ce qu'il est réellement : une organisation nationaliste et opportuniste qui n'a pas grand-chose à voir avec les intérêts de la classe ouvrière, malgré l'étiquette trotskyste dont il s'affuble.

En effet, examinons de près les positions prises par cette organisation lors des récentes élections sénatoriales.

Nous trouvons en tout premier lieu dans ses déclarations, une affirmation, déjà exprimée lors des élections municipales, de l'influence décisive qu'auraient les résultats électoraux sur la vie et les luttes des travailleurs.

Le GRS soutient en effet à cette occasion que « une victoire de la gauche galvaniserait les masses et leur donnerait davantage confiance en elles-mêmes pour affronter le colonialisme » (projet de déclaration commune proposé par le GRS à la gauche). Or, pour soutenir pareille thèse, le GRS ne dispose même plus cette fois de l'argument qu'il avançait

lors des municipales, à savoir la parcelle de pouvoir que représenterait selon lui la prise en main d'une municipalité et l'intervention directe qu'elle permettrait dans la vie des masses laborieuses. Car aujourd'hui, il s'agit de l'élection d'hommes politiques bien loin des préoccupations des travailleurs, qui siègent à une assemblée réactionnaire, sans grand pouvoir, pilier de l'Etat bourgeois, réputée pour son immobilisme.

Mais cela n'empêche pas le GRS de se déclarer « conscient, autant que n'importe qui, de l'effet bénéfique qu'aurait sur la conscience populaire l'élection d'un sénateur communiste ou progressiste ». (Editorial du numéro 181 du 24-9.)

C'est en réalité accorder beaucoup d'importance et de pouvoir au simple bulletin de vote, surtout quand ce ne sont même pas les travailleurs qui s'en servent, mais une sélection de notables qui votent au second degré. C'est faire croire que les élections organisées par la bourgeoisie don-

nent à la classe ouvrière une possibilité de progresser vers son émancipation finale. Cela s'appelle de l'électoratisme.

Quant à nous, nous pensons que ce sont seulement les luttes réelles menées par la classe ouvrière, contre les patrons, contre l'exploitation et contre l'oppression politique et non le résultat d'élections qui lui permettent de renforcer sa prise de conscience et son organisation face à la bourgeoisie.

Il faut croire d'ailleurs que le GRS se sent à l'aise sur le terrain électoral, à voir l'acharnement avec lequel il cherche à rencontrer les organisations réformistes, PPM, PCM, FSM, PSM, à qui il tire un coup de chapeau pour la circonstance en parlant de « force anticolonialiste et indépendantistes, qui à partir d'analyses différentes, mènent sous des formes et avec des mots d'ordres différents, le même combat pour la libération du pays de la domination coloniale » (projet du GRS de déclaration commune

GRS - PCM - PPM - FSM - PSM).

Ainsi, comme aux municipales, le GRS recherche un terrain d'entente avec la gauche réformiste, et découvre, bien à propos, une communauté de vues entre lui-même et les partis réformistes. Puisqu'il affirme lui-même qu'il mène le même combat dans le cadre « du mouvement de libération national » (cf. projet du GRS) que le PPM, que le PCM, ou autre PSM, eh bien, on peut le croire. Mais ce combat ce n'est pas celui de la révolution socialiste.

Ce souci constant de s'accrocher aux organisations de la gauche réformiste, n'est qu'une manière pour le GRS de refuser de mener la nécessaire lutte politique contre ces partis qui influencent l'essentiel de la classe ouvrière.

Cela s'appelle de l'opportunisme.

Mais ce n'est pas tout. A l'occasion des sénatoriales, le GRS a montré qu'il n'hésitait pas à je-

ter par-dessus bord, quand elle le gênait, l'étiquette trotskyste dont il se pare et derrière laquelle il dissimule en réalité sa véritable nature d'organisation nationaliste petite-bourgeoise.

Car c'est au nom du nationalisme pur et simple qu'il a mené sa campagne, lançant un « appel aux Antillais conscients de leurs responsabilités historiques » (lettre aux délégués sénatoriaux), n'hésitant pas à déclarer à ces grands électeurs : « Si vous voulez profondément Antillais, et que vous soyez fiers de l'être... alors vous êtes des nôtres ! »

Ce langage n'est pas nouveau dans la bouche du GRS, mais il n'a absolument rien de commun avec celui des socialistes révolutionnaires pour lesquels l'intérêt de classe du prolétariat antillais se situe au premier plan de la lutte contre l'oppression nationale. Car il ne suffit pas de se réclamer en paroles de la classe ouvrière pour en défendre réellement le programme. Le GRS en est la preuve.

Claire GOYA.

# La faillite de l'agriculture coloniale

## Comment le gouvernement colonial résoud le problème de l'agriculture

LA Martinique a eu droit pendant ces derniers mois à la visite de quelques fonctionnaires de l'agriculture française et du marché commun, dont le plus remarqué fut un certain Claude Cheysson.

Cependant l'impact publicitaire de la venue de ces messieurs n'est dû ni à leurs bavardages sans fin avec les valets du colonialisme et les gros propriétaires de terres, ni à l'ampleur des décisions prises, mais tout simplement à l'énorme place que leur a faite la presse d'intoxication bourgeoise *France-Antilles*, *Carib-Hebdo*, *RF3* etc...

Bien sûr dans leurs « réunions de travail », ils discutent de la banane, du rhum, de l'ananas etc..., et « des mesures d'aide financières » sont prises, disent-ils, vis-à-vis de ces différentes productions.

Mais tout cela ne résoud strictement en rien les problèmes agricoles qui sont posés.

Les mesures en question ne représentent rien d'autre que d'énormes subventions aux familles Bally, Gouyer, Albert, de Lucy ou autre Fabre.

Tout dernièrement, Cheysson confirmait aux capitalistes de l'ananas que pour la seule année 1977 2 milliards d'aide sont prévus pour eux.

Des techniciens du FEOGA

(Fonds européens d'orientation et de garantie agricole) doivent se rendre en Martinique.

Avant la fin de l'année ce sera au tour des ministres de l'Agriculture de la communauté de venir eux aussi aux Antilles pour « étudier » la situation. Il ne fait aucun doute que seuls les grands propriétaires seront quelque peu satisfaits. Car pendant que le gouvernement leur remplit les poches à l'aide de subventions, ils licencient en toute quiétude des ouvriers agricoles de leur plantation. C'est le cas chez Courville, à Lareinty ou à la SOCOMOD. Pendant que tous ces hauts fonctionnaires discutent à perdre haleine, dans les plantations les travailleurs agricoles ont à peine trois à quatre jours de travail par quinzaine.

Et c'est là qu'on touche du doigt les véritables problèmes de l'agriculture aux Antilles. Ceux que connaissent les ouvriers agricoles plongés dans la misère, ceux des petits planteurs, certes un peu plus aisés que les précédents, mais eux aussi écrasés par les gros propriétaires.

Ces petits planteurs de bananes sont obligés de s'endetter auprès des békés, non seulement propriétaires terriens, mais également vendeurs de produits indis-

pensables à l'entretien des plantations. Ces petits planteurs bien souvent se voient refuser le paiement de leur chargement de bananes sous prétexte d'avarie. Et quand ils font les frais de la sécheresse ou du mauvais temps,

ce n'est pas à eux que vont les indemnités versées par l'Etat.

Le problème agricole à la Martinique ne peut être résolu par la visite de quelques fonctionnaires du gouvernement colonialiste français.



MM. Venkatapen (Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles), Noirot-Cosson (préfet de la Martinique), Fabre (président de la Chambre d'agriculture) et David (conseiller technique de Stirn), pendant la conférence de l'Agriculture de décembre 1976 : les problèmes demeurent...

### Chute de la production agricole

Des douze usines à sucre en 1958 qui produisaient 69 mille 650 tonnes de sucre et 62.682 hectolitres de rhum, qui employaient 6.000 ouvriers permanents et 24.000 saisonniers, il ne reste plus que deux usines : celles du Lareinty et du Galion qui produisent 14.424 tonnes de sucre et qui occupent 350 ouvriers permanents, 2.500 saisonniers et 800 ouvriers d'usine. L'ananas cultivé sur 1.000 hectares en 1957 ne l'est plus que sur 489 et on assiste à une baisse spectaculaire des exportations de conserves.

Et bien sûr, cette baisse de la production pour l'exportation ne s'accompagne nullement d'une augmentation des cultures vivrières : cette baisse signifie de grandes superficies en friche quand elles ne sont pas livrées à la spéculation immobilière.

De toutes les productions, seule la production de banane se développe. Ainsi, de 1957 à 1976, les exportations sont passées de 96.579 à 214 mille 900 tonnes. Mais sur les 9.200 ha de terres plantées en banane, cent vingt gros planteurs détiennent 5.600 ha, cent cinquante moyens planteurs, 1.300 ha, et 4.500 petits planteurs, 2.300 ha. Ainsi, 75 % des terres cultivées en banane sont contrôlées par 5,4 % de gros planteurs tandis que 94,6 % des autres se partagent 25 %.

## QUE PROPOSE LA GAUCHE ?



Arthur Régis, l'un des dirigeants du PPM au cours d'une conférence de presse sur l'agriculture.

LA faillite de la production agricole n'entraîne pas pour autant des solutions radicales de la part des partis de gauche (PPM, PCM). Pour le PCM : la solution immédiate a été par exemple dans le cas de l'ananas de proposer aux ouvriers par le biais de la CGTM de lutter pour obtenir une aide du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) pour empêcher la fermeture des

usines SOCOMOR. Ils se font donc fort de demander à l'Etat de subventionner les capitalistes.

Pour les petits planteurs, le PCM propose la création d'un Office de la banane, office qui paierait à un prix garanti à la livraison et pourrait vendre à meilleur prix des engrais, etc. — mais ils avouent eux-mêmes que les gros planteurs seront toujours gagnants.

Si Davidas, du PPM, dans le

numéro 143 du Naïf, montre chiffres à l'appui qu'il serait possible de produire en Martinique — non pas à coup de subventions, d'aides et de prêts mais en réorganisant l'agriculture par la création de petites industries agro-alimentaires et en utilisant les connaissances techniques — pour satisfaire les besoins de la population et également pour l'exportation, il affirme aussi que cela exige que le peuple se mette au travail et qu'il soit convaincu que « la chance de la Martinique, c'est le travail des Martiniquais ».

Pour notre part, si nous sommes aussi convaincus que Davidas de ce qu'il est possible de faire dans ce pays, nous ne sommes pas d'accord sur les moyens qu'offrent ces partis pour y parvenir. Car le problème de l'agriculture n'est ni un problème technique ni celui du travail des Martiniquais. Le véritable problème est bien celui des terres, de ceux qui les cultivent, et de ceux à qui elles appartiennent. Il faut enlever la terre aux grands propriétaires, aux békés, aux sociétés capitalistes. Il faut la mettre à la disposition de ceux qui la cultivent. Il faut une production orientée vers les besoins et non pas déterminée en fonction des intérêts de quelques-uns.

## La terre à ceux qui la cultivent !

Le problème agraire réside tout entier dans la réponse à la question : à qui appartient la terre ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en Martinique, plus de 50 mille petits paysans, possédant moins d'un hectare (0,61 ha en moyenne), se partagent 35 % des terres cultivables, tandis que seulement 245 grands propriétaires, possédant des domaines dont la superficie va de 50 à 2.500 ha, monopolisent 35 % de terres. Quatorze d'entre eux possèdent d'ailleurs des domaines de 500 à 2.500 ha.

Ainsi d'un côté des milliers de familles paysannes vivent misérablement sur de minuscules lopins insuffisants pour les nourrir, tandis que de l'autre un nombre extrêmement réduit de gros propriétaires disposant d'immenses superficies règnent comme de véritables seigneurs sur des armées d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres entièrement à leur merci.

Eh bien, c'est cette inégalité profonde qui doit disparaître. Les paysans sans terre doivent prendre celle-ci des mains des grands propriétaires. La terre à ceux qui la travaillent ! Cette revendica-

tion fondamentale répond non seulement aux aspirations de milliers de paysans pauvres, mais également à l'intérêt de la collectivité tout entière. En effet, la répartition des terres entre les mains de ceux qui veulent la cultiver permettra d'orienter l'agriculture vers la satisfaction des besoins immédiats et généraux de la population. C'est-à-dire vers l'utilisation pleine et entière de toute les terres cultivables en vue d'une production vivrière et non plus uniquement pour l'exportation comme c'est le cas actuellement.

Mais un tel objectif ne peut être atteint, la terre ne pourra être remise et garantie aux paysans que dans un Etat débarrassé de l'oppression coloniale. Etat qui devra alors être celui de tous les pauvres, de tous les travailleurs, ceux des villes comme ceux des campagnes.

Un tel Etat dirigé par les travailleurs, contrôlé entièrement par eux ne pourra être que le fruit d'une lutte révolutionnaire dirigée à la fois contre la mainmise coloniale sur les Antilles, et contre l'établissement de toute forme d'exploitation après l'indépendance.

## Guadeloupe : après la campagne sucrière...

(Suite de la page 1)

moyen de survivre, soit moins de 2 hectares en moyenne par petit planteur alors que les six sociétés sucrières ont accaparé 47.000 ha et des meilleures terres !

Ce type de propagande n'a rien de bien nouveau. C'est devenu une tradition que chaque année à la campagne sucrière se superpose une campagne de presse identique à celle à laquelle nous assistons ces jours-ci et dont le véritable but est d'obtenir davantage de subsides et d'aides de toutes sortes de l'Etat français pour les sociétés sucrières. Ces sociétés espèrent qu'une telle propagande inquié-

tera les syndicats ouvriers et les organisations de petits planteurs, les amenant ainsi à limiter, voire à taire leurs revendications.

Il s'agit enfin d'avertir les travailleurs qu'ils devront s'attendre pour la prochaine récolte à des licenciements et à des conditions de travail encore plus dures que celles imposées actuellement.

Les travailleurs, eux, n'ont pas à tenir compte de toute cette propagande. Que les bourgeois s'alarment pour leurs profits, libre à eux ! Qu'ils pleurent hypocritement sur le danger que court l'économie de la Guadeloupe,

cela non plus n'a rien d'étonnant. Pour ces messieurs, « l'économie de la Guadeloupe » ne s'est-elle pas de tout temps confondue avec l'état de leurs comptes en banque ?

Mais, s'il y a une faillite de toute le système économique et social existant aux Antilles et pas seulement de l'économie sucrière qui n'en est qu'une partie, les responsables de cette faillite sont précisément les grosses sociétés et les quelques familles de gros colons qui tirent chaque année des milliards d'une économie entièrement bâtie en fonction de leurs intérêts.

Et ils sont aidés en cela par tout un appareil administratif et politique, tant au niveau local qu'au niveau de l'Etat français.

Les travailleurs, eux, ne sont en rien concernés par les difficultés que prétendent connaître les usiniers. Et l'intérêt de la classe ouvrière est ailleurs : il est de bouleverser de fond en comble le système économique actuel. Pas de le conserver. Car dans le domaine agricole, la classe ouvrière de ce pays a bien autre chose à proposer qu'une monoculture qui n'enrichit qu'une minorité d'individus,

alors que dans un pays comme celui-ci où les possibilités agricoles sont immenses, on est aujourd'hui obligé d'importer jusqu'aux tomates.

Alors ce qui est à l'ordre du jour en Guadeloupe, ce n'est pas le sauvetage de l'économie sucrière. C'est bien au contraire son remplacement par une économie orientée vers la satisfaction des besoins des travailleurs et des larges masses de la population. Mais une telle économie, ce ne sont pas ceux (journalistes et actionnaires des sociétés sucrières), qui se lamentent aujourd'hui qui pourront la construire.

# LE TERRORISME : UNE IMPASSE !

Les détournements d'avions et autres types d'actions terroristes (enlèvements, attentats, etc...) fofit en ce moment la une de l'actualité.

Ces actions terroristes sont le fait de groupes qui ont choisi le terrorisme comme méthode politique de lutte contre l'oppression.

C'est souvent au nom des opprimés voire des travailleurs et du communisme que ces groupes agissent.

En réalité, ces méthodes terro-

ristes ne servent pas les intérêts des opprimés et n'ont rien à voir avec le communisme.

Croire que de telles actions sont nécessaires pour « réveiller » les opprimés, pour les pousser au combat, est stupide. Croire que des actions de commando de quelques individus peuvent se substituer à l'organisation, à la prise de conscience révolutionnaire des travailleurs, c'est témoigner d'un profond mépris pour ces derniers.

Les courants qui véhiculent

l'idée que le terrorisme individuel conduit à l'émancipation des opprimés reflète au meilleur des cas une forme de désespoir. Bien souvent ils reflètent des préoccupations politiques qui, même si elles aboutissaient, ne pourraient déboucher que sur un pouvoir dictatorial anti-ouvrier.

Le prolétariat pour s'émanciper n'a besoin ni de samouraïs, ni de zorros parfois dérisoires, parfois sanglants. Il a besoin de s'organiser pour conquérir le pouvoir et l'exercer pour lui-même.

## Che Guevara : Un combattant héroïque mais non un révolutionnaire prolétarien



Il y a dix ans, E. Che Guevara mourait sous les balles des soldats du régime dictatorial de la Bolivie. Ce révolutionnaire latino-américain avait choisi de rompre avec les avantages que lui offraient son origine sociale et sa profession pour se consacrer aux opprimés.

Il participa aux mouvements de guérilla contre les régimes dictatoriaux en place, d'abord au Guatemala puis à Cuba, aux côtés de Castro. Après la chute du régime de Batista, nommé par Castro ministre de l'Industrie, il préfère abandonner le pouvoir pour reprendre la lutte dans les maquis boliviens où il devait trouver la mort.

Il s'est battu et est mort pour la cause qu'il avait choisie : la défense des opprimés. En ce sens

il est un exemple de courage.

Mais le choix politique du Che n'a pas été celui qui mène à l'émancipation du prolétariat. Il ne s'est pas battu au nom du prolétariat pour la prise du pouvoir par celui-ci, pour le remplacement de l'ordre capitaliste à l'échelle du monde, pour une société égalitaire, socialiste.

Guévara était un combattant du nationalisme radical. La guérilla que préconisait le Che avait pour but la création d'Etats nationaux en Amérique Latine plus indépendants de l'impérialisme US. Guevara comme Castro a fait à Cuba ce qu'on pouvait faire de mieux dans l'optique du nationalisme. Mais la voie du nationalisme, même le plus radical, est une impasse. L'exemple de Cuba est édifiant. Aux prises

avec des difficultés économiques, Cuba n'a d'autres ressources aujourd'hui que de renouer des liens avec l'impérialisme US.

Che Guevara est sans doute, non pas par son programme et sa politique, mais par son courage et son abnégation, un exemple. Le nationalisme en effet, fût-il radical, n'est pas une politique prolétarienne, mais une politique bourgeoise. Il conduit à subordonner le prolétariat à d'autres formes sociales au nom de l'intérêt national.

Le prolétariat des Antilles ne pourra conquérir son émancipation sociale en même temps que son émancipation nationale, qu'en luttant contre le nationalisme sous toutes ses formes. Le prestige mérité du Che ne doit pas faire oublier cela.

## Le gouvernement favorise le racisme contre les immigrés

NOUS avons déjà dénoncé le scandale que constitue le marché proposé aux immigrés chômeurs en France : 10 000 F contre l'engagement de quitter définitivement le pays, 10 000 F, une somme bien inférieure aux indemnités de chômage pour lesquelles ces travailleurs avaient cotisés ! Aujourd'hui, c'est à tous les immigrés et plus seulement à ceux qui avaient perdu leur emploi que le gouvernement veut imposer le départ avec 10 000 F. Cette décision vient d'être prise en même temps que l'arrêt dé-

finitif de la délivrance des cartes de travail aux étrangers, et l'interdiction de tout regroupement familial, mesure inhumaine face à la détresse morale dans laquelle se trouvent de nombreux travailleurs immigrés seuls en France.

De telles décisions pourraient surprendre dans la mesure où il y a peu de chances que les patrons puissent actuellement se passer des travailleurs immigrés sous-payés et employés aux tâches les plus pénibles et les plus

salissantes, dans la mesure aussi où elles ne risquent pas de résoudre en quoi que ce soit le problème du chômage en France.

Mais la véritable motivation du gouvernement est le déclenchement d'une campagne visant à faire croire aux travailleurs français que les responsables du chômage sont les immigrés. Il espère ainsi détourner la colère des travailleurs français contre d'autres travailleurs qui comme eux contribuent chaque jour à remplir les poches des bourgeois.

## Chômage en France : comment les bourgeois contournent les lois lorsqu'elles protègent les travailleurs

S'IL ne fait pas bon d'être chômeur aux Antilles compte tenu de l'absence de toute allocation, en France même, la situation n'est guère meilleure dans la mesure où les chômeurs sans revenus se retrouvent de plus en plus nombreux. En effet, tant qu'il n'y avait pas trop de chômeurs, le gouvernement leur accordait certaines sommes d'ailleurs prélevées en partie sur les salariés. Mais aujourd'hui, les patrons font tout pour contourner les lois sociales et en exclure le maximum de chômeurs. Une nouvelle circulaire permet de radier un chômeur « s'il refuse un stage de quelle que nature que ce soit ». Un chômeur qui refuse un emploi ou même un stage, mal payé, loin de chez lui, pour se re-

trouver quelque mois plus tard sans moyens, sans logement, n'aura plus droit aux allocations. De nombreux travailleurs venus directement des Antilles se sont ainsi retrouvés dans des villes où ils ne connaissaient personne.

Un autre procédé est la politique du travail sous contrat : un jeune peut obtenir un contrat de travail de trois mois en acceptant de ne toucher aucune allocation de chômage après ces trois mois. S'il a de la chance, le contrat peut être renouvelé trois ou quatre fois mais, à la fin, il sera reconnu n'avoir travaillé que trois mois et ne touchera aucune indemnité de chômage. Lorsqu'on sait qu'il s'agit de contrats à mi-temps et à 10 F de l'heure, on apprécie la manœuvre vis-à-vis des

jeunes.

Ajoutons enfin la généralisation du travail par intérim. Comment s'inscrire au chômage lorsqu'on travaille trois jours et que l'on attend dix jours avant de trouver un nouvel emploi.

Alors, bien sûr, il est nécessaire que pour l'application des lois sociales aux Antilles, les travailleurs antillais se battent. Mais la situation des chômeurs en France montre qu'il ne suffit pas que les avantages acquis soient inscrits dans les articles de loi. Les bourgeois, tant qu'ils sont au pouvoir, peuvent toujours manipuler ces lois en fonction de leurs intérêts, et la seule garantie pour les travailleurs d'avoir de véritables droits est de se battre pour se faire respecter.

### SUITE DE L'EDITORIAL

(Suite de la page 1)

n'est question de mettre fin au chômage, voire d'aligner immédiatement la législation sociale d'ici sur celle de la métropole. Ni Marchais, ni Mitterrand ne se sont engagés à retirer immédiatement d'ici les CRS, les gendarmes et les Képis rouges. Que valent alors les discours sur l'autodétermination, si le pouvoir réel est exercé par la même administration préfectorale protégée par les mêmes forces de répression coloniales qu'avant ?

La gauche antillaise n'a donc rien d'autre à proposer que de nous demander de faire confiance passivement à des partis qui ne s'engagent sur rien ? Ensuite, bien sûr, lorsque les espoirs des travailleurs des Antilles seront une fois de plus trahis le PCG, le PCM ou le PPD nous expliqueront que « c'est la faute à Mitterrand ou à d'autres ». Mais quand ferons-nous donc cesser cette comédie qui se joue à notre détriment ?

Les militants des partis autonomistes, en particulier ceux des partis communistes qui veulent réellement mettre fin à l'oppression coloniale des Antilles et à l'exploitation capitaliste, doivent se rendre compte de l'impasse dans laquelle les mènent leurs partis. Ils doivent comprendre que l'émancipation des travailleurs, comme l'émancipation nationale ne nous seront pas apportées en cadeau par aucun sauveur de l'autre côté de l'océan.

Les travailleurs antillais peuvent conquérir leur émancipation, mais pas en se berçant d'illusions.

Ils doivent prendre leur sort en main eux-mêmes et compter sur leur propre force avant tout pour changer leur situation. C'est à eux de modeler leur avenir, car eux seuls peuvent décider de ce qui leur convient. Ceux qui se veulent sincèrement communistes ne peuvent que se rallier à une telle perspective.

## Non à l'expulsion des étudiants du foyer calédonien de Paris

Le juge des référés de Paris a rendu publique une décision d'expulsion dans les huit jours, des étudiants calédoniens (originaires comme nous, Antillais, d'une des dernières colonies françaises) du foyer qu'ils occupent depuis onze mois.

Il y a onze mois, les résidents, et les militants de l'ACF (Association des Kanaks en France) prenaient la décision d'occuper ce foyer, pour mettre un terme à l'atmosphère étouffante et raciste que l'administration coloniale y faisait régner.

La gérante de ce foyer, en toute impunité, avait réquisitionné une partie des chambres pour ses proches. Les visites, plus ou

moins tolérées de jour, étaient interdites après 22 heures. Les résidents qui n'avaient pas l'heur de plaire à cette gérante étaient, sans tarder, expulsés par les flics qui débarquaient sous le moindre prétexte.

Depuis novembre 1976, les étudiants et militants kanaks ont donc décidé d'assumer eux-mêmes la gestion et l'animation du foyer et c'est ce droit que leur conteste aujourd'hui le gouvernement français.

Mais il n'est pas dit qu'il aura le dernier mot ; les résidents du foyer sont décidés à le faire céder. Ils doivent avoir le soutien de tous les travailleurs antillais.

### COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Jocelyn BIBRAC

Adresser  
toute correspondance :

ANTILLES :  
Gérard BEAUJOUR  
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE  
(GUADELOUPE)  
ou BP 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
(MARTINIQUE)

FRANCE :  
Combat Ouvrier  
BP 80  
93302 AUBERVILLIERS  
Cédex

Impression

Graphie-Press  
Epinay-sur-Seine  
Commission paritaire  
N° 51-726

#### TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :  
— ordinaires 1 an : 12 F  
— sous pli fermé 1 an : 15 F  
ANTILLES :  
— sous pli fermé 1 an : 15 F  
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds,  
abonnements et soutiens doivent être faits à :  
Jocelyn BIBRAC  
CCP 32 506-71 La Source